

Extrait du registre des décisions de la Présidente

Décision n°2023-15

Objet : Déclaration préalable de travaux pour la réhabilitation de la couverture de l'école primaire de Saint-Pierre-de-Vassols

La présidente de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, notamment dans le cadre de la lutte contre la pollution et les nuisances sonores,

Vu la délibération du conseil communautaire n°69-22 en date du 4 avril 2022 portant délégation d'attributions à la Présidente, notamment en matière des droits des sols et de déclarations préalables,

Vu l'arrêté n° 2020-1308 du 15 juillet 2020 portant délégation de signature à Monsieur Laurent Marteau, directeur général des services de la CoVe ;

Considérant la nécessité de réhabiliter la couverture de l'école primaire de Saint-Pierre-de-Vassols dû à sa vétusté et aux nombreuses fuites constatées,

Décide

Article 1 : De déposer une déclaration préalable de travaux pour la réhabilitation de la couverture de l'école primaire de Saint-Pierre-de-Vassols, sise 49 impasse des écoliers – lieu-dit Saint Trouba (parcelle cadastrée A 265).

Article 2 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution administrative de la présente décision.

Transmis en Préfecture le :

11 AVR. 2023

Publication par affichage le :

11 AVR. 2023

Fait à Carpentras, le 28 mars 2023
Pour la Présidente et par délégation,
Le directeur général des services,

Exécutoire le :

11 AVR. 2023

Laurent Marteau



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'Etat. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr